



Françoise Schepmans
Députée MR bruxelloise
et à la Communauté française,
première Echevine à Molenbeek-Saint-Jean

J'ai mal à ma ville !

Le paradoxe de Bruxelles tient de ce scénario dans lequel les acteurs se pressent toujours aussi nombreux au portillon lorsqu'il s'agit de se prévaloir de son rang de capitale, de son rayonnement international, de son dynamisme économique (20 % du PIB) ou encore de sa situation charnière dans le fédéralisme d'Etat. A l'exemple évident de son vaste bassin d'emploi (700.000 fonctions occupées pour moitié par des navetteurs) ou, plus subtilement, d'un raccourci géographique sur les prospectus touristiques, tout le monde profite de Bruxelles dans ce qu'elle a de plus avantageux. Mais lorsqu'il s'agit de se pencher sur les grands maux qui rongent la cadette des régions, la tradition est trop souvent à l'absence des différents pouvoirs publics et ce, en termes de convergences des politiques.

A paraphraser le constat, la négligence perd en voulant tout gagner. Aujourd'hui, j'ai tout simplement envie de dire que j'ai mal à ma ville et que je suis très inquiète des conséquences de l'immobilisme : il n'y a toujours pas la moindre trace d'une stratégie commune des différentes entités politiques face au risque de « bombe sociale » ; il y a encore moins de prise de conscience que les défis bruxellois dépassent, par effets domino, les frontières des 19 communes. Comme si, par exemple, l'exode continu des classes moyennes bruxelloises était étranger à la crise du logement dans le Brabant wallon...

Plus généralement, illustrons ce paradoxe par les récentes violences qui se sont déroulées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean. Les vieux réflexes « nimby » et les archaïsmes complaisants tentent de réduire les événements à des faits exceptionnels. En réalité, quels constats symptomatiques peuvent-ils être observés ? Les incidents n'étaient pas seulement le pur fruit d'un quartier en difficulté, ils sont tout simplement les prémices d'un problème plus important : la non-assistance à un « modèle urbain en danger ». Ce qui s'est passé dans cette commune n'est du reste que le prolongement de heurts qui ont éclaté auparavant à Forest, à Saint-Gilles ou encore à Anderlecht, le malaise s'étendant comme une tâche d'huile sur la Région.

Tout aussi important et il faut le souligner, les pouvoirs publics sont toujours à la remorque des événements, cultivant cet hiatus entre les discours navrés et l'impacé de développer une approche coordonnée et des réponses durables aux problèmes.

Eu égard aux composants de la « bombe sociale » bruxelloise, on ne peut qu'en appeler à la prise des responsabilités et au dévelop-

On lance des études ou on se range derrière des limites financières, pour justifier l'insuffisance des actions

perment réel des synergies. En effet, face à un taux de chômage des jeunes de 30 %, alimenté directement par le manque de qualifications et un décrochage scolaire record, comment expliquer que la Communauté française, la Région bruxelloise et la COCOF se

soient permis le luxe de vivre dans des bulles institutionnelles depuis autant d'années ? Comme s'il n'y avait pas un cheminement trop fréquent entre le jeune qui quitte l'école sans diplôme, l'inscription dans les dispositifs d'aide sociale et, partant, la reproduction de la

précarité qui touche déjà 25 % des Bruxellois.

N'est-ce pas cette désinsertion socio-économique, cette absence de participation et démanipation qui explique en partie les échafaudures de ces derniers mois et qui ont culminé dernièrement à Molenbeek-Saint-Jean ?

A considérer encore le sentiment d'impunité et la problématique inquiétante des mineurs délinquants, le constat sur les pouvoirs publics est encore le même : il prévaut une féodalité des agendas. La justice et le secteur de l'aide à la jeunesse se renvoient systématiquement la balle au lieu de coopérer main dans la main. Outre la gestion des comportements délictueux, la perception d'insécurité participe sensiblement à la dégradation de la qualité de vie et sape de facto d'autres efforts entrepris dans la ville.

Il ne faut point être devin pour savoir que les résultats des programmes communaux de réhabilitation des quartiers et de mixité sociale (logements, commerces, fonctions de loisirs), ont toujours été très nuancés dans des environnements peu sécurisés. Au bord du canal, sur le site de Tour et

Taxis, combien d'années auront-elles été nécessaires pour se mettre d'accord sur un projet d'urbanisme, sur un projet de vie ? Pendant ce temps, le phénomène de ghettoïsation n'a pas perdu de temps et s'est étendu au cœur même de la cité.

La situation est d'autant plus préoccupante que le défi bruxellois dépasse évidemment le cas des violences, le sommet de l'iceberg, et s'achemine vers une phase d'amplification causée par le boom démographique et l'immigration internationale. En 2020, Bruxelles accueillera 170.000 habitants supplémentaires mais il n'y a toujours pas de stratégie globale en termes d'infrastructures de vie, entre autres les écoles primaires qui connaissent déjà des pénuries de place, ni même d'accueil structuré des primo-arrivants.

On lance des études, on réintègre la courume de l'arbre à palabres ou on se contente encore de se ranger derrière des limites financières, pour justifier l'insuffisance des actions. Est-ce vraiment ce que les Bruxellois sont en droit d'attendre des pouvoirs publics ? La capitale mérite-t-elle vraiment une telle léthargie ? Non et que

l'on ne s'y trompe pas, la concentration des problèmes régionaux aura aussi des impacts pour le fédéral et les autres entités fédérées.

Car aujourd'hui, lorsque le ring de Bruxelles est congestionné c'est l'économie nationale tout entière qui en paye les conséquences. Demain, si la crise sociale empire, c'est l'existence d'un atout pour le pays tout entier qui pourrait être remise en question par une forme de « Washingtonisation » : une capitale déshumanisée, ghettoïsée, bureaucratique et profondément duale.

J'ai mal à ma ville mais je reste néanmoins optimiste car face à l'éléphant dans la pièce, il n'y a pas de poule au pot, je préfère l'optimisme des intérêts bien compris : par la meilleure organisation des compétences et les convergences des priorités par la synergie des réponses apportées aux problèmes, tous les acteurs publics (pouvoirs fédéraux, entités fédérées, communes et citoyens) gagneront toujours plus en misant vraiment sur Bruxelles qu'en continuant à la négliger. C'est pas un pari sur l'avenir, c'est une nécessité impérieuse contre les ravages de l'indifférence. ■